

ASSASSINS DE TRAVAILLEURS !

A
BERLIN
-EST

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 366
JEUDI 25 JUIN 1953
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3^e Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE
ANARCHISTE

Aux
U. S. A.
et à
PARIS

Les manifestations des ouvriers allemands étaient justifiées

DANS un coup de tonnerre, le prolétariat allemand de la zone soviétique annonçait, le 17 juin, aux travailleurs du monde qu'il était encore une fois à l'avant-garde du mouvement ouvrier. Depuis ce jour, que l'on peut qualifier de magnifique, tous les révolutionnaires portent à nouveau leurs yeux vers cette Allemagne qui a connu, après la Révolution russe d'octobre, les grands moments des luttes révolutionnaires des travailleurs. Le silence, qui était retombé sur le mouvement ouvrier européen depuis la grande époque de 1936 en France et en Espagne, est rompu. Il n'est pas exagéré de dire que la mobilisation du prolétariat de l'Europe occidentale qui se refait lentement et dont la température a été donnée par les dernières élections en France et en Italie, avait besoin de

mesures concernant une réforme monétaire en Tchécoslovaquie, une augmentation des normes de travail sans aucune compensation pour les travailleurs, en Allemagne, ont fait éclater la colère populaire. Et ce mécontentement a explosé juste au moment où la bureaucratie qui pressentait ces explosions desserrait l'étreinte politique.

Le caractère double du régime soviétique était difficilement acceptable par les travailleurs de cette Europe orientale aux traditions révolutionnaires. S'il est peut-être indiscutable qu'il y eut un grand enthousiasme de ces classes ouvrières lors de l'instauration par l'armée rouge du pouvoir communiste qui liquidait l'ancien Etat bourgeois pour établir les moyens de production et planifier l'économie, très vite les travailleurs se rendirent compte que tout le bé-

C'est pour "l'intérêt supérieur de l'Etat" que les Rosenberg ont été sacrifiés

Les travailleurs s'en souviendront ! LES ASSASSINS PAIERONT LEURS CRIMES

Le vendredi soir 19 juin, nous avons attendu très tard pour savoir... Tout le monde voulait savoir, personne ne voulait croire au crime. Des milliers d'hommes et de femmes se refusaient à accepter l'irréparable. La sensation d'être impuissant devant une telle injustice était insupportable... Ce fut la stupeur générale lorsque la brève dépêche ar-

rieva : « Le couple Rosenberg électrocuté ». La raison d'Etat, cette odieuse raison d'Etat, génératrice de cadavres, avait une fois de plus triomphé. Deux innocents venaient de périr sur la chaise électrique. La bêtise était victorieuse une fois de plus.

Au même moment, à Washington, à New-York, au Brésil, à Lon-

drès, à Rome, à Dublin, les manifestants qui s'étaient réunis pour une ultime protestation étaient dispersés par les matraqueurs au service des gouvernements : cela aussi fait partie de la raison d'Etat. A Paris, autour de l'ambassade U.S. ceux qui étaient venus protester étaient lâchement malmenés par les policiers et Victor Cocchi, 19 ans, manutentionnaire de la rue des Amandiers s'affaissait grièvement blessé ; il avait reçu une balle dans l'aine. On comptait de plus huit cent soixante-dix-sept arrestations.

Dans la nuit du 19 au 20 juin, un homme et une femme ont péri sur la chaise électrique sans dire un mot, après avoir proclamé jusqu'au bout leur innocence. Rien n'aura été épargné aux Rosenberg, ni l'alternance atroce d'espoirs et de désespoirs, ni les odieuses pressions pour les contraindre à des aveux et à la délation. Le mouchardage est devenu aux U.S.A. un des procédés les plus sûrs de gouvernement ! On voulait obliger les suppliciés à moucharder ; ils n'ont rien dit : ils n'avaient rien à dire, nous en sommes convaincus. Les hommes d'Etat, les six juges de la Cour Suprême sont des criminels. Dernière mesure odieuse : on a avancé l'heure de l'exécution car on n'a pas voulu que des juifs gémissent pendant les heures du sabbat ! Les juges américains et Eisenhower ont voulu montrer par là qu'ils respectaient les convictions religieuses des condamnés. C'était

pour mieux cacher l'injustice. Tous ceux qui sont pour quelque chose dans la mort des Rosenberg n'ont plus rien d'humain ; leur bestialité et leur fourberie ont rarement été atteintes dans l'histoire de l'humanité. Souvenons-nous que les martyrs attendaient la mort depuis le 5 avril 1951.

Franco félicite Eisenhower

Radio-Madrid consacre à l'exécution des Rosenberg le commentaire suivant : « L'Espagnol moyen n'a pas été chatouillé par le courant de la chaise électrique qui a envoyé vers Abraham le couple d'espions juifs. « L'Espagnol moyen pense que les Rosenberg étaient des espions et que n'étant pas complètement Américains, il est juste qu'ils aient été punis. » Entre criminels, on se doit bien des compliments...

Quand Eisenhower dit que « les Rosenberg ont augmenté considérablement les chances d'une guerre atomique » qui peut le croire hormis les débles mentaux ? Il ment. Il sait très bien que c'est faux. Il ment et il assassine. Son sourire légendaire est à tout jamais un sourire macabre !

Les Rosenberg pouvaient - ils commettre le crime dont ils étaient accusés ? Voici la question qu'il fallait poser. Non, ils ne le

Michel MALLA.
(Suite page 4, col. 5.)



"l'Humanité" avoue :

La semaine dernière, le journal L'HUMANITE nous indiquait que les manifestations des ouvriers de Berlin-Est étaient le fait de provocateurs et de fascistes.

Mardi 23 juin 1953 en 1^{er} page, le même journal titre un article de sa correspondante Rosa MICHEL,

Le Parti socialiste unifié d'Allemagne prend de nouvelles décisions pour améliorer le niveau de vie de la population

Le stalinien Grotewohl a fait assassiner des ouvriers allemands qui luttèrent pour de meilleures conditions de vie, pour la suppression de l'esclavage, contre la dictature.

LES STALINIENS DE BERLIN-EST ONT LES MAINS ROUGES, ROUGES DU SANG DES OUVRIERS.

coup de colère des travailleurs de la zone soviétique allemande, de cet appel héroïque de la classe ouvrière de l'autre côté du rideau de fer.

Ainsi les expériences tragiques du prolétariat allemand depuis vingt ans n'auront pas été vaines. Et malgré l'attitude ignoble, les mensonges crapuleux des partis communistes occidentaux pour cacher la vérité sur l'affaire de Berlin-Est, l'hypothèque de la bureaucratie russe sur le mouvement ouvrier est peut-être levée. Cette bureaucratie paiera même bientôt l'insulte qu'elle a faite à tous les travailleurs, en traitant les ouvriers allemands en révolte de fascistes. Elle paiera aussi le sang qu'elle a fait couler, qu'elle fait encore couler par sa répression féroce de l'émeute. L'explication des partis communistes que cette émeute aurait été fomentée par des provocateurs venus de la zone occidentale ne convaincra pas. Si pour le moment les travailleurs occidentaux, saisis par ce coup de tonnerre admettent cette argumentation, ils poseront bientôt des questions, ils voudront savoir la vérité. Ils ne comprendront pas que des centaines de milliers d'ouvriers dans toute la zone soviétique aient répondu aveuglément à quelques provocateurs.

La presse bourgeoise a applaudi la colère des travailleurs de Berlin et la presse social-démocrate lui donnait le ton.

Que cela allait bien au parti socialiste français, lui qui sut donner à la bourgeoisie française des ministres pour assassiner les mineurs du Nord en 1947 et organiser la répression en Indochine et en Afrique du Nord !

La joie des « chéquards » sociaux-démocrates débordait tant qu'un de leur porte-parole, le journal « Franc-Tireur », offrit à ses lecteurs une photographie où des Berlinois brûlaient le drapeau rouge. Et si cela était, il aurait encore fallu expliquer qu'en brûlant le drapeau, ce n'était pas le drapeau rouge de la révolution qu'ils brûlaient, mais le drapeau de la dictature soviétique. Mais l'occasion était trop belle pour ces traitres, ces flics de la bourgeoisie pour donner libre cours à leur haine de la révolution, pour tenter de montrer que la révolution, c'était les chars soviétiques qui écrasèrent les ouvriers en révolte.

L'émeute de Berlin-Est suit de peu les incidents violents survenus à Plzen et à Moravka-Ostrava, en Tchécoslovaquie. Et ici comme là les causes de ces émeutes sont le mécontentement populaire devant des mesures qui n'ont rien à voir avec l'intérêt du prolétariat que prétendent représenter et défendre les gouvernements « communistes ». Les dernières

néfice de cette nouvelle situation allait à la bureaucratie de l'Etat et du parti.

Ainsi l'épreuve de force a commencé à l'intérieur du monde soviétique entre les gouvernements et les masses populaires. L'issue de cette lutte ne pourra être que le balayage de la bureaucratie politique et la gestion directe de l'appareil de production par les travailleurs.

Le troisième front se saisit maintenant dans tout son sens réaliste. C'est le combat prolétarien international sous ses deux aspects : d'un côté la lutte politique et économique contre la bourgeoisie réactionnaire, de l'autre la lutte pour enlever la direction politique et économique du régime soviétique à la caste bureaucratique.

La Révolution internationale se lève contre les Barbaries.

René LUSTRE.

MALGRÉ TOUTE LEUR DÉMAGOGIE SUR LA PAIX...

...En Corée les impérialistes ont dévoilé leur but :

Continuer la tuerie

NOUS écrivions, dans le « Libertaire » du 2 mai 1953, n° 359, sous le titre : « A Pan-Mun-Jom, les impérialistes prouvent qu'ils sont des imposteurs », la phrase suivante : « Cependant, il ne faut pas oublier que ce n'est pas une question de prisonniers qui a déclenché la guerre de Corée, et pour cause... les raisons de ce conflit restent entières à ce jour, ce qui explique la non signature de l'armistice ».

Depuis le jour où nous publions ceci, le développement des discussions diplomatiques semblait nous donner absolument tort. Tout le monde finissait par se persuader que ces gens voulaient vraiment faire la paix.

Dans le numéro du 4 juin, nous avions cependant lancé un nouvel avertissement : « En ce pays (la Corée) chaque adversaire, tout en désirant secrètement voir se continuer la guerre, se montre cependant comme un champion de la paix ».

A ce moment, toute la presse du camp américain avait cru voir avec joie un durcissement à l'Est dans le fait que quatre espions avaient été exécutés par les stalinien. Mais cette bombe fit long feu et, depuis, il semblait bien que nous nous acheminions vers un armistice.

Les dirigeants U.S., pour de nombreuses raisons, avaient permis à Syngman Rhee d'établir une dictature sur la Corée du Sud. Raisons stratégiques

d'abord, car ce système permit de reconstituer l'armée sud-coréenne et d'établir la discipline martiale nécessaire à un état de guerre impérialiste. Raisons psychologiques ensuite, car le fascisme crée le climat propice à la « croisade fanatique contre le bolchevisme ».

Aujourd'hui, ce Syngman Rhee apparaît véritablement l'agent parfait des causes impérialistes en présence.

Alors qu'aucun obstacle ne se dressait plus pour empêcher l'armistice, alors que l'accord pénible sur les prisonniers s'était conclu malgré tous les efforts de chaque partie, que tous les moyens employés pour retarder les négociations s'étaient révélés comme inopérants (du fait du désir de chaque adversaire d'apparaître comme le seul véritablement pacifiste), voilà que Syngman Rhee a libéré en Corée du Sud 25.000 prisonniers sino-coréens non stalinien...

Les stalinien ont aussitôt cessé les

négociations en déclarant loquemment qu'il était impensable que les U.S. n'aient pas été de connivence avec Syngman Rhee. Leur prise de position semble donc absolument juste du point de vue des partisans du bloc de l'Est...

Mais les yankees prétendent que Syngman Rhee a agi en dehors de leurs désirs et ils le condamnent publiquement. Ils se déclarent même partisans de prendre des mesures contre lui. Leur bonne foi ne sera pas mise en doute par leurs propres partisans...

Et, ainsi, la guerre va pouvoir continuer sans qu'aucun des impérialistes apparaisse comme ayant rompu les pourparlers de paix.

Or, nous, communistes libertaires, ne sommes ni partisans de l'impérialisme de l'Est, ni partisans de l'impérialisme de l'Ouest. Nous considérons les arguments de chacun, les trouvons également logiques et constatons... que la guerre va faire rage de nouveau en Corée.

Et notre devoir le plus express est de clamer une nouvelle fois que les coïncidences de Corée font trop bien le jeu des impérialismes, comme nous l'avons démontré, pour être de pures coïncidences. Nous répétons donc que les simagrées de Pan-Mun-Jom n'ont qu'un seul but : tromper les travailleurs du monde entier, tous désireux de la paix, pour les conduire un jour prochain à s'entre-tuer.

P. PHILIPPE.

Vous lirez en pages 2 et 3 :

JUIN 36

Sommet ouvrier
Révolution trahie

Les militants de la F. A. à l'avant-garde des manifestations pour les Rosenberg

MERCREDI 17, à partir de 18 h., place de la Nation, nos militants sont dans la foule, diffusant « Le Libertaire », cependant que les organisateurs déversent sur l'assistance des discours de guimauve assaisonnés de « Marseillaise ». Mais la foule veut autre chose, la « Marseillaise » lancée par les stalinien camouflés et les curés est reprise mollement. A ce moment, « L'Internationale » s'élève, étouffée par le service d'ordre. Soudain, dans le micro, des cris scandés et repris par la foule : « TOUS A L'AMBASSADE ! TOUS A L'AMBASSADE ! ». Affolement des officiels, de leur service d'ordre. Après avoir obtenu le silence, les organisateurs donnent l'ordre de se disperser. Mais les cris reprennent, repris par tous les éléments prolétariens : « TOUS A L'AMBASSADE ! », cependant que bon nombre d'éléments petits-bourgeois des cellules de quartiers du P. C. gagnent le métro.

Mais spontanément, un cortège se forme et plusieurs milliers de personnes prennent le faubourg Saint-Antoine, entraînant le service d'ordre bon gré mal gré. Au milieu du cortège, un de nos groupes arbore le drapeau rouge et noir qui est seul à flotter sur la foule jusqu'à la Bastille, aux acclamations de la foule massée sur les trottoirs. Fureur du service d'ordre : stalinien qui, de guerre lasse, accuse nos camarades de « policiers ». Mais la vérité éclate quelques instants plus tard : alors que de nouveau les « cadres » insistent pour la dispersion, une partie importante des manifestants continue : « TOUS A L'AMBASSADE ! ». Les flics chargent alors : la vue du rouge et noir a eu le don d'exaspérer la flicaille, et ce sont nos militants qui supportent le choc avec un certain nombre de prolétaires approuvant nos mots d'ordre. Les bourriques en civil interviennent armés de matraques plombées et tous se jettent même sur un cycliste qui passe et sur des promeneurs. Un jeune manifestant tombe à terre, la tête ensanglantée. Des cris fusent de partout : « S.S. - Gestapo - Pourris, etc. » Des renforts de police arrivent. Nos amis réussissent à se dégager pour la plupart, mais les flics réussissent quelques arrestations. Les « organisateurs » et leur service d'ordre se sont volatilisés depuis longtemps.

Les manifestations du vendredi 19, à l'annonce de l'assassinat des Rosenberg

Dès que fut connue la décision de la Cour Suprême et le refus d'Eisenhower d'intervenir, des centaines de travailleurs, nos militants au premier rang, se concentrèrent à l'Etoile et aux abords de la Concorde, en direction de l'ambassade. Les flics et les gardes, arrivant

en masse, dégagent l'ambassade. Les manifestants refoulés vers la rue Royale subissent les charges policières venant de toutes les directions, particulièrement de la rue du Faubourg-Saint-Honoré. Les arrestations se multiplient, les passants mément n'y échappent pas. La flicaille interdit de relever les blessés victimes de la brutalité policière. Rue Royale, deux agents fongant dans la foule, s'isolent, et l'un deux tire, abattant un « jeune travailleur de Ménilmontant ».

Les charges policières continuent. Tard dans la nuit, des petits groupes ayant échappé aux arrestations, continuent à manifester.

A 1 heure du matin, les Rosenberg mouraient. Les flics pouvaient aller dormir en toute quiétude...

Vers un gouvernement de liquidation

AINSI, après avoir lancé un appel d'alarme, Vincent Auriol n'a pu trouver encore l'homme « de la situation ». Pinay pressenti a abandonné. Maintenant l'homme qui finira par avoir la « confiance » ne pourra plus apparaître comme l'homme d'une expérience, d'un programme mais comme le liquidateur de la législature : il durera le temps des vacances et juste le temps qu'il faudra pour préparer la dissolution de l'Assemblée et une loi électorale au profit de la réaction.

Pendant ce temps les difficultés financières ne feront que croître, les prétentions de la bourgeoisie iront en s'accroissant, les masses travailleuses verront leur pouvoir d'achat diminuer, la réaction triomphera. En bref, sous un calme apparent, la lutte des classes couvrera, mûrira. L'espoir est qu'en septembre la pression ouvrière s'accroisse et qu'une vague populaire vienne barrer l'offensive de la bourgeoisie et ouvrir des perspectives révolutionnaires. Présence active, vigilance, responsabilité, tels sont pour les mois à venir, les mots d'ordre de la F. A.



JUIN 1936, SOMMET OUVRIER

le libertaire

Organe hebdomadaire
de l'Union Anarchiste
Vendredi 12 Juin 1936

**Le prolétariat
aura
le dernier mot**

L'action directe triomphe de l'impuissance parlementaire

MALGRE les efforts multipliés des apôtres de la collaboration des classes dans la paix sociale bourgeoise, le mouvement de grève sur le tas, déclenché par les métallurgistes, s'est propagé comme une traînée de poudre aux corporations les plus arriérées, les plus déshéritées de la classe ouvrière.

Guidés par leur instinct de classe, les travailleurs, las d'être continuellement dupés et spoliés par les hommes qui se sont succédé au pouvoir, ont vu, dans l'occupation des entreprises, le moyen le plus efficace pour réaliser eux-mêmes leurs aspirations les plus légitimes et les plus urgentes, et dicter à leurs exploités des conditions plus humaines de travail et de rémunération.

Certes, les affameurs capitalistes n'ont pas manqué de protester véhémentement contre cette atteinte aux droits sacrés de la propriété. Leurs représentants à la Chambre se sont adressés au gouvernement du Front populaire pour exiger le maintien de l'ordre dans la légalité bourgeoise.

Or, sur les 378 députés portés au pouvoir sur le programme du Front populaire, pas un seul ne s'est levé pour venir à la tribune tenter de justifier l'action « illégale » des travailleurs en lutte. Ils ont senti la contradiction flagrante d'une telle attitude dans le temple législatif.

Nous n'avons pas ici les mêmes raisons de nous taire. Nous prétendons que la légalité bourgeoise a toujours été l'instrument d'oppression et d'asservissement de la classe ouvrière, à l'abri duquel s'est perpétuée l'exploitation crapuleuse des profits du régime.

Il était inévitable qu'un jour la poussée des masses exaspérées ferait craquer le cadre de cette légalité par l'action directe et révolutionnaire.

Ce jour est arrivé, et nous avons vu, dans un enthousiasme indescriptible, la foule ouvrière, consciente de sa force, envahir les citadelles du capital et s'y maintenir malgré les objurgations pressantes des médiateurs respectueux de l'ordre établi.

Dans l'accord conclu le 7 juin (accord qui comporte des avantages jugés nettement insuffisants par la majorité des ouvriers en lutte), les dirigeants des Chambres syndicales ouvrières et patronales ont formellement condamné, en ces termes, l'occupation des entreprises :

L'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires aux lois (Art. 3).

Nous signalons aux travailleurs intéressés cette capitulation des représentants ouvriers, qui prétendent interdire au prolétariat d'utiliser, dans l'avenir, le seul moyen efficace des améliorations tangibles à ses conditions d'existence.

Nous dénonçons l'attitude ignoble des pseudo-révolutionnaires qui, pour servir la même politique pour laquelle ils déclenchèrent, voici quelques années, la grève générale à toute occasion, s'ingénient aujourd'hui à faire retomber le mouvement ouvrier dans l'ornière de la paix sociale, pour assurer la sécurité de la France... chère à Staline.

CLASSE OUVRIÈRE, ALERTE !

Il est incontestable que si le patronat a subi une première reculade, c'est sur la pression ouvrière s'exprimant par l'immobilisation des moyens de production.

Cependant, dans la bataille qui s'engage, le gouvernement Léon Blum, abdiquera plutôt que de prendre les mesures révolutionnaires qui s'imposent contre la bourgeoisie.

D'autre part, la politique d'atavisme et d'abdication des dirigeants syndicaux confirme pour tous les travailleurs conscients la nécessité de rejoindre l'organisation syndicale et d'y militer activement pour y faire revivre les méthodes de lutte et d'action directes, seules capables de vaincre définitivement l'omnipotence des trusts et de la finance.

Une fois de plus, la leçon des faits commande à la classe ouvrière de rester elle-même et d'exercer une vigilance de tous les instants pour pallier l'insuffisance de ses dirigeants, enfoncés dans la collaboration du syndicalisme parlementaire et gouvernemental.

Pour lutter contre la déviation syndicale, En masse, rejoignez l'organisation ouvrière. Aidez-nous à redresser le mouvement ouvrier pour faire face aux luttes qui viennent.

L'UNION ANARCHISTE.

Les métallos sont prêts à organiser le travail sans les patrons

LES 6 et 7 juin 1936 se sont réunis l'Assemblée des délégués grévistes de la Région parisienne et le Conseil national de la Métallurgie.

L'Assemblée des délégués des usines en grève du samedi 6 juin — la veille de Matignon — entend d'abord un exposé de Gauthier, secrétaire du syndicat, qui fait le point de la situation. Les patrons n'ont pas encore accepté la reprise des pourparlers, dans les usines où l'ordre demeure parfait, les ouvriers recherchent des méthodes nouvelles pour faire céder les directions : « De toutes parts, déclare Gauthier, nos camarades insistent pour que nous agissions auprès des ministères de l'Air, de la Guerre et des P.T.T. (pour faire céder les patrons). Sinon, déclarent les ouvriers des usines, nous prendrons personnellement la direction de la production ».

Les délégués de nombreuses entreprises, ceux de Citroën-Javel et de Râteau en particulier, reprennent ce thème dans leurs interventions : « Mes camarades sauront bien organiser le travail sans les patrons », déclare le représentant de chez Râteau.

Le lendemain, dimanche 7 juin, le Conseil National de la Fédération de la Métallurgie, réuni en session extraordinaire, après avoir, comme nous l'avons dit, décidé de : « prendre ses responsabilités et de coordonner les grèves pour leur donner le maximum d'efficacité et de discipline », adopte une résolution où nous lisons notamment :

« Si les 40 heures, les Congés payés et les conventions collectives sont d'ordre législatif, il n'en est pas moins vrai que les travailleurs de la métallurgie ne peuvent attendre que le Parlement ait légiféré pour que l'ensemble du patronat accorde ces revendications ; il n'en considère pas moins que l'action spécifique et indépendante de l'organisation syndicale en dépendent la réalisation et l'application régulière... »

Les principales grèves

- MAI** : le 11. — BREGUET, du Havre.
le 13. — LATECOERE, à Toulouse.
Imprimerie CRETE et les carriers, à Corbell.
le 27. — FARMAN, à Billancourt.
le 28. — Grève totale RENAULT.
le 29. — CARNAUD, FIAT, CITROEN, ROSENGART, GNOME ET RHONE, CAUDRON, CHAUSSON, SALMSON, BRANDT, TALBOT.
- JUIN** : le 4. — Les camionneurs et messageries, hôtels, restaurants, le livre, serrurerie, produits pharmaceutiques, habillement, gaz, agriculture. Lyon, Vierzon, Rouen, Brive, Nice, Toulouse, Marseille, etc... RENAULT reprend la grève partiellement.
le 7. — Les Wagons-lits, SINGER, Chaussures PILLOT, la Cie des Emeris, les paveurs-bitumiers, raffineries SAY, SOMMIER, LEBAUDY, LE FRANÇOIS, DUNLOP, les Grands Moulins, les bâtiments à Villejuif, CAIFFA, GEO, à Paris (19^e), 70 maisons, tapisseries, literies, le Cinéma.
le 8. — A Marseille, forges, chantiers, raffineries, pétroles, dockers, etc... ; grève générale du bâtiment. Grands Magasins, Uniprix, Cies d'Assurances, etc.
le 9. — Textiles et mines du Nord au complet, marinières, services municipaux de Lille, etc...
le 10. — Pâtisserie, confiserie, bois ameublement, confection ; à Lyon : bâtiment, produits chimiques.
le 11. — Haute couture, haute mode, nouveautés, pharmacies, écuries de courses, bouchers, charbon, textiles, métallurgie, dockers, chantiers, etc... à Rouen. Dans le centre : PEUGEOT, DUNLOP, BERGOUGNAN, MICHELIN ; à Toulouse, Saint-Nazaire, Nancy, Mulhouse, Bordeaux, Orléans. Grèves agricoles dans la région parisienne et en Afrique du Nord, etc...

L'action directe des travailleurs et l'inaction gouvernementale

Une légende à détruire :

En juin 36 le gouvernement à direction socialiste donna aux ouvriers des avantages importants, une législation inespérée.

La vérité :

Plusieurs centaines de milliers de travailleurs occupent les usines, bien avant la formation du gouvernement (le 4 juin) et contraignent les patrons à solliciter de Blum l'accord Matignon (voir notre citation à ce sujet sous la rubrique « Juin 36 et les politiques du Front Populaire »). Les « lois sociales » ne feront qu'enregistrer ce que l'action directe avait arraché.

Encore certaines « conquêtes » seront-elles démantelées par la hausse des prix (Blum laissant agir patrons et spéculateurs) ou sous le prétexte de préparation à la guerre (quarante heures remplacées par les six jours de travail puis les heures supplémentaires obligatoires de Paul Reynaud).

UNE TENTATIVE DE GESTION OUVRIÈRE

La grève des Ets Delespaul-Havez

(Fabrique de chocolats et biscuits)

CETTE usine occupe 650 ouvriers à Maroq-en-Barceul. Après presque un mois de grève, les patrons se refusant toujours aux pourparlers, les ouvriers décident le 4 juillet de faire tourner l'usine pour leur compte. Après avoir renforcé les services de sécurité, les ateliers sont remis en ordre de marche et toute la matinée du samedi 4 les machines fonctionnent. A 13 heures, elles s'arrêtent : le courant électrique est coupé. Les autorités s'émouvent, Salengro (1) vient à Lille et devant l'obstination des ouvriers, on maintient les mesures prises : coupure du courant électrique, et on organise la conspiration du silence sur cette expérience de gestion directe. Le 5, les ouvriers adoptent la résolution suivante :

« Après les commentaires de presse, au sujet de notre action de samedi, engagée contre un patronat inflexible et qui pousse la barbarie jusqu'à vouloir affamer des centaines de gosses d'ouvriers.

« C'est pour cela que, devant ces actes antihumanitaires, nous faisons appel à toute la classe ouvrière de nous soutenir dans cette grande bataille, de faire marcher l'usine nous-mêmes, et la réaction patronale pour y faire échec, nous sommes décidés, dans les quarante-huit heures, devant l'énorme quantité de marchandises qui se gâche, de faire une distribution gratuite à tous les nécessiteux de la ville, car, nous le déclarons à l'opinion publique, ces marchandises seraient destinées aux éleveurs de pourceaux. »

Cette résolution est mise en pratique aussitôt écouté le délai de quarante-huit heures et, en outre, les ouvriers continuent à travailler, fabriquant du pain à leur propre usage avec des moyens de fortune.

Le 7 juillet, les ouvriers ont fait porter à leur patron, important homme

« On observe sur cette victoire, comme sur les mouvements partiels qui éclatent le 18 mai, à Venisieux et aux Actières de Longwy, le même silence de la presse.

Les employés des H.C.R. répondent par la grève générale à la trahison de leurs directions syndicales

LE dimanche 7 juin, le syndicat des H.C.R. a fait le point de l'état des pourparlers : les patrons ont déjà accordé la suppression des frais et retenues et la suppression des gros nettoyages.

Les établissements en grève sont nombreux, dans les quartiers les plus divers de Paris, et le mouvement fait tache d'huile. Les pourparlers aboutissent, dans la soirée du 9, à un accord

d'affaires du Nord, une boule de pain accompagnée de la lettre suivante :

Monsieur,
« Devant votre misère, les ouvriers de votre usine ont décidé de faire du pain ; nous vous en envoyons un échantillon ; si vous le trouvez agréable, vous pourrez venir au ravitaillement tous les jours à 14 h. 30. Nous regrettons pour l'instant de ne pouvoir vous donner un secours en espèces, mais cela viendra par la suite.
« Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance des salutations empreintes des grévistes enthousiastes à votre service. »
(Cité par P. Franck, « Fallait-il prendre les usines ? » C.E.D.R., Paris 1936.)

Les travailleurs de l'usine Bloch donnent le signal des grèves d'occupation

LA grève éclate le 14 mai aux Usines Bloch, à la suite du refus de la direction d'examiner les revendications ouvrières touchant principalement un relèvement des salaires et l'aménagement des temps. A l'issue du premier jour de grève, les ouvriers qui sont restés dans l'usine décident de passer la nuit dans les ateliers. Le lendemain, la direction accepte les pourparlers et cède finalement sur tous les points. Un accord collectif est signé qui consacre un léger relèvement des salaires, le paiement des jours de grève et la reconnaissance du droit aux Congés payés.

« On observe sur cette victoire, comme sur les mouvements partiels qui éclatent le 18 mai, à Venisieux et aux Actières de Longwy, le même silence de la presse.

qui permet au « Peuple » d'annoncer la fin de la grève, mais cet accord n'est pas suivi de reprise du travail et le syndicat doit rapidement renier sa signature de la veille.

Devant l'effervescence grandissante de nos camarades, le syndicat demande à tous de ne pas tenir compte des bruits concernant les pourparlers en cours, et un peu plus tard, le 10 au soir, il lance l'ordre de grève générale, contraint, dit-il, par la mauvaise foi patronale...

Reculs Stratégiques

**Le Combat
Syndicaliste**

Organe de la C.T.G.S.R.
Vendredi 2 Octobre 1936

COMMENCEE dans l'enthousiasme d'une action virile, dans la volonté ferme d'aboutir au succès des revendications économiques de la classe ouvrière, l'occupation des usines avait enflammé l'imagination des masses. Mais elle avait aussi fait passer un mauvais quart d'heure à cette « élite » dirigeante qui ne peut souffrir que la « masse » prenne des initiatives sans son autorisation. Les organes directeurs de la C.G.T., à ce moment déjà intimement liés au gouvernement de Blum grâce au recul « stratégique » de la période électorale, n'avaient qu'un désir : celui de canaliser l'action des masses dans une direction qui ne puisse nuire au gouvernement de Front Populaire...

...Que fait la C.G.T. ? Se solidarise-t-elle avec les ouvriers ? Que non ! Les reculs consécutifs depuis la période électorale de mai ont fait une obligation à la C.G.T. de se solidariser avec le gouvernement.

Ce nouveau recul de la C.G.T. s'imposait. Dans son discours au C.C.N. extraordinaire qui vient de se tenir, Jouhaux déclare sans ambages :

« Si l'occupation des usines ne doit pas être poursuivie en raison de la « peur qu'elle crée dans l'opinion publique, des angoisses qu'elle fait naître, « des possibilités de désagrégation qu'elle peut comporter en elle, si l'usine « ne doit plus être occupée, l'usine doit être « neutralisée » en cas de grève, « c'est-à-dire que lorsqu'une majorité de travailleurs s'est prononcée pour des « revendications et que ces revendications n'ont pas obtenu satisfaction et qu'il « s'ensuit un mouvement de grève, l'usine doit être fermée. »

« Si nous n'aboutissons pas sur le plan d'un commun accord, il appartiendra « au gouvernement, qui a la responsabilité de l'ordre public, de prendre des « mesures de cet ordre afin d'aboutir à cette situation de garantie. »

Tel est le nouvel évangile de « l'élite » : l'occupation des usines — c'est-à-dire l'action directe — est dangereuse parce que, voyez-vous, elle fait peur à la bourgeoisie et parce qu'elle démoralise. Neutralisons l'usine, au lieu de l'occuper...

...Quant aux « germes de désagrégation » que l'occupation des usines peut, d'après Jouhaux, comporter, la C.G.T. aurait dû, dans ce cas aussi, dire la vérité sans trop la paraphraser et sans la voiler : car il s'agit, en l'occurrence, du germe de la Révolution que l'occupation des usines comporte. Et ce germe, comme on le voit, met dans leurs trames non seulement les gens « mal éclairés » (lire : bourgeoisie et capitalisme) mais les gens très éclairés, comme Jouhaux et ses amis du gouvernement...

...C'est de peur de voir le germe de la Révolution fermenter en France par l'occupation des usines que l'équipe Jouhaux-Blum proclame aujourd'hui la neutralité des usines, qui n'est qu'une prime au patronat.

Car la neutralisation, c'est-à-dire la fermeture des usines en cas de conflit — c'est la légalisation syndicale du lock-out patronal qui était l'arme préférée du capitalisme industriel dans sa lutte contre la classe ouvrière...

...D'ailleurs, à ce même C.C.N. Pierre Semat, communiste, tout en se préoccupant des revendications ouvrières, veut y répondre de façon à détourner les soupçons de la masse : « Certes, avait-il dit, il faut discipliner la masse. Mais il faut le faire sans contrainte, et sans quelle ait l'impression qu'on trahit ses intérêts. »

Trahir la masse — c'est bien : mais le faire sans qu'elle s'en rende compte — c'est mieux...

...Sur le terrain national — neutralisation des usines, ce qui revient à retirer à la classe ouvrière son meilleur champ de bataille contre le patronat.

Dans les deux cas, une idée directrice : éviter à tout prix la Révolution... C'est ainsi qu'en reculant devant leur devoir en France, Blum-Jouhaux laissent le champ libre au fascisme.

L'indépendance de la C.G.T. n'est qu'un vain mot. De compromis en compromis, elle s'est rendue entièrement dépendante de l'intérêt de l'Etat : elle subordonne à cet intérêt les intérêts de la classe ouvrière...

...Mais le mécontentement croît à vue d'œil. Sur le plan international comme sur le plan national, la masse se sépare de plus en plus de son « élite dirigeante ». L'action directe gagne du terrain. L'adhésion des communistes à la politique « d'apaisement » ne laisse le moindre doute sur leur rôle de politiciens habiles et le dernier discours de Jouhaux qui est, lui, un puissant germe de désagrégation syndicale, ne manquera pas, espérons-le, de séparer la bonne graine de l'ivraie...

Sachons être prêts.

LES CONQUÊTES DE JUIN 36

Les salaires :

1) Salaires horaires de la métallurgie dans la région parisienne :

	Ouvriers professionnels	Mancœuvres spécialisés	Mancœuvres ordinaires	Ensemble
1 ^{er} trimestre 1936..	6,35	5,05	4,09	5,62
2 ^e — — — — —	7,43	6,60	5,55	6,84
% de hausse.....	17 %	30,01 %	35,68 %	21,7 %

2) Dans les mines : hausse de 12,14 % pour les ouvriers du fond ; 16,41 % pour les autres ;

3) Suivant les professions et les régions, les augmentations sont de 15 à 25 %.

La durée du travail

Semaine de quarante heures.

Les congés payés

Deux semaines pour tous les travailleurs.

Les délégués ouvriers

Institution générale de délégués ouvriers d'ateliers.

Les conventions collectives

En 1934 : 28 conventions conclues (4 % des travailleurs soumis au contrat collectif).

En 1936 : 1.123 conventions.

En 1938 : 972 conventions.

En 1937 : 3.064 —

En 1939 : 461 —

Les gars du bâtiment occupent les chantiers

L'ORDRE de grève générale du Bâtiment prend effet à partir du 8 juin, il fixe comme objectif à la grève : la suppression du taylorisme, du marchandage et du travail au pièces, le respect des us et coutumes de la profession, l'augmentation des salaires.

Les pourparlers qui se déroulent sont fractionnés à chacune des corporations du Bâtiment. Le 8 au matin, la grève est totale. Des chantiers sont occupés ; les bâtiments en construction, les chantiers des voies publiques sont ornés de pancartes et de drapeaux ; les travaux de l'exposition sont arrêtés ; travailleurs français, étrangers et nord-africains sont tous solidaires ; dans les rues, les conducteurs d'autobus, les chauffeurs de taxis et de camions saluent ju ping les paveurs en grève.

L'action des employés des grands magasins

LE 8 juin, la grève est quasi-totale dans les grands magasins, Uniprix et magasins de nouveautés. C'est le premier mouvement d'ensemble qu'a jamais entrepris cette corporation. La Samaritaine a lock-outé tout son personnel. Les employés se réunissent par milliers à la Bourse du Travail. Salengro s'efforce de trouver une solution au conflit mais n'y parvient pas devant la volonté unanime des employés.

Ces grèves sont particulièrement sympathiques à la population qui apprend avec stupeur, par les affiches apposées à la porte des magasins, les salaires de famine imposés par ces sociétés.

Notre documentation est empruntée en partie au livre « Juin 36 » dont nous recommandons la lecture à nos lecteurs.
Prix franco : 580 fr. à notre librairie.

JUIN 1936, RÉVOLUTION TRAHIE

Juin 36, défaite et certitude

LES dirigeants des partis socialiste et communiste et la direction de la C.G.T., qu'ils se partageaient alors, ont toujours tenté de réduire le mouvement de Juin 36 à une vague revendicative. Ceci permettait aux S.F.I.O. de justifier leurs capitulations devant les puissances d'argent et leurs agents au Parlement, ceci permettait aux « communistes » de préserver le potentiel militaire d'une France bourgeoise alliée de Staline.

Les socialistes n'ont jamais pu trouver une explication claire de leurs buts : d'une part, ils admettaient que la société bourgeoise était ruinée, incapable de surmonter ses contradictions; d'autre part, ils affirmaient qu'il ne s'agissait pas de passer au socialisme, mais de « gérer la société bourgeoise » pour en tirer le maximum de bien-être et de justice et rallier les larges masses et les classes moyennes, afin, ultérieurement, de passer au socialisme. Ils se défendaient de vouloir sauver le régime capitaliste et affirmaient pouvoir en tirer des améliorations et en améliorer le fonctionnement. A ces équivoques, à ce vide idéologique, s'ajoutait l'absence de volonté réelle de transformation même des administrateurs de l'Etat et l'absence totale de réalisation. Blum s'inclinera toujours devant les formes parlementaires, montrera un respect superstitieux de la « légalité », respect fortifié par ses fréquentations des hauts fonctionnaires du Conseil d'Etat, de l'Inspection des Finances, des représentants du Comité des Forges (comme Lambert-Ribot). Blum, avec son ministre des Finances Vincent Auriol, tentera de rassurer le Capital, de s'assurer l'appui des financiers de la City (soutiens de Franco qui furent pour beaucoup dans la non-intervention) et capitulera devant le Sénat et les banques.

Quant au parti communiste, contraint de s'aligner sur la conception de Staline de la défense de l'U.R.S.S., il justifiera la nécessité d'une France calme et unie, forte militairement, par les jongleries théoriques de Maurice Thorez; celui-ci affirmera que le prolétariat, trop en avant des classes moyennes et des paysans, va à la défaite et que tout n'est pas possible. Thorez cache le problème : s'allier aux radicaux, jouer le jeu parlementaire, c'est redonner confiance à la bourgeoisie, lui permettre de souffler, c'est renforcer justement l'autonomie des couches petites-bourgeoises et de leur représentation, c'est renoncer à lutter « contre les 200 familles », c'est refuser l'action révolutionnaire qui peut seule orienter, polariser, les paysans et les « petites gens » vers le prolétariat en leur montrant une issue.



Juin 36 fut-il vraiment autre chose qu'un mouvement revendicatif d'une ampleur extraordinaire ? Mise à part l'attitude des « partis ouvriers » et de la direction de la C.G.T., y avait-il en 1936 une situation révolutionnaire ?

D'abord, incontestablement, le mouvement avait pris naissance dans une période de désordre économique (crise, chômage) et de troubles politiques (février 34, formation du Front Populaire). La bourgeoisie, impuissante, déchirée, était atterrée, prête à tout subir, les classes moyennes avaient manifesté leurs sympathies au Front Populaire. Une Révolution, alliée de la Révolution espagnole, contrebalançait l'axe Rome-Berlin et allumait un nouveau flambeau, réduisant l'attrait du mythe soviétique. L'histoire mondiale était changée.

Mais la direction de la classe ouvrière, portée malgré elle sur la scène de l'histoire depuis 1934, s'attache à réduire le mouvement à une revendication économique. Sous prétexte de se concilier la petite-bourgeoisie et de faire l'union contre le fascisme, en brisant la force ouvrière pour de longues années, en laissant intact le pouvoir d'Etat et ses administrations, Blum et Thorez aboutirent à rejeter la petite bourgeoisie dans le camp de la réaction et de « l'ordre », laissant le chemin libre au fascisme à l'intérieur (Chautemps, puis Daladier, puis Raynaud, puis Pétain), ôtant tout obstacle révolutionnaire à l'intervention hitlérienne, ménageant les banquiers de Londres, aidant par la non-intervention à la victoire de Franco.



Et pourtant, quelle extraordinaire puissance manifestée par la classe ouvrière française !

C'est d'abord, en un mois, du 15 mai au 15 juin, une mobilisation extraordinaire : des milliers de grévistes occupent les usines, y font régner un ordre parfait, s'y organisent. Ils ne sont pas armés, mais ils pourraient l'être en quelques heures et seraient maîtres du pays, de ses transports, des usines transformées en forteresses. Salengro reconnaît, le 26 juin 36, à la Chambre que, « dans la banlieue de Lille, pour se défendre contre une prétendue menace fasciste, des ouvriers s'armaient de leurs outils ou improvisaient des armes », et plus tard, le 15 décembre 37, les ouvriers défendent l'usine occupée (Goodrich-Colombes), avant d'être trahis par les dirigeants syndicaux. Des patrons sont séquestrés ou chassés, les ouvriers eux-mêmes interdisent les manifestations fascistes, et ce sera la raison de la fusillade de Clichy — 16 mars 37 — où la police de Blum-Dormoy, qui a fusillé 19 mineurs à Metlaoui (Tunisie), le 7 mars, protège la réunion P.S.F. et tire sur les ouvriers.

Cette mobilisation de la classe ouvrière se fit en dehors des bureaucraties syndicales, qui ne lancent les ordres de grève qu'après coup, pour tenter de reprendre en main les grèves entreprises. Chez Hotchkiss, à Levallois, un Comité de grève ne fera qu'accepter le représentant syndical C.G.T. parmi les représentants de 33 usines voisines. La mobilisation progressa d'elle-même, chaque succès amenant de nouvelles exigences. Il n'était plus question d'attendre que le gouvernement Blum se constitue et agisse. Il s'agissait de vaincre par l'action directe.

Mais, ce qui est le caractère marquant des grèves de 36, c'est le net dépassement du caractère revendicatif. Souvent l'occupation serait inutile, mais elle se poursuit, même après le succès des revendications, même dans beaucoup de petits établissements. La grève résiste à la signature des conventions collectives et des accords Matignon. Faire la grève, occuper l'usine, c'est, pour l'ouvrier, libérer des années de souffrances, de rancoeurs, c'est manifester sa dignité face au patron, lui signifier qu'il n'est plus le maître tout-puissant de l'entreprise. Il y a là un désir incontestable d'affranchissement total, même s'il n'est pas clairement ressenti ou formulé.

Mais les aspirations à poursuivre la grève au-delà des buts revendicatifs, les tendances à l'appropriation des entreprises (citons la tentative de gestion ouvrière chez Delespaul-Havez, à Marquand-Barcel, le 4 juillet, après un mois de grève, c'est Salengro, ministre socialiste, maire de Lille, qui organise la lutte contre les grévistes) se perdent dans la confusion, en l'absence d'une orientation donnée par une organisation révolutionnaire, par une direction authentique. Finalement, les ouvriers demandent des « réquisitions », des « nationalisations » et font confiance pour cela aux ministres...

Ainsi, le mouvement, commencé en dehors des bureaucraties syndicales et politiques, qui, presque constamment, aura débordé les partis et la C.G.T., avortera. Malgré des sursauts parfois violents, en 37 et jusqu'en novembre 38, c'en sera fini. La classe ouvrière française sera courbée pour des années sous la plus amère des défaites : la défaite par la trahison et l'incapacité de ceux qui avaient capté sa confiance.

Nous ne tirons des leçons de Juin 36 aucune désespérance, mais, au contraire, une ferme certitude : le système capitaliste, miné dans ses contradictions, pose désormais de façon permanente le problème de sa succession. Des périodes aiguës de crise ne peuvent manquer de se manifester. D'autres « Juin 36 » se préparent donc, dans le silence des reflux ouvriers. Un devoir s'impose à nous, communistes libertaires : ne pas assister en spectateurs surpris au réveil ouvrier, assumer dans la lutte les tâches d'une orientation révolutionnaire authentique des masses.

G. FONTENIS.

Juin 36 et les politiciens du Front Populaire

I. — Après les élections

WALDECK-ROCHET : « Les électeurs ne se sont pas prononcés pour la Révolution ; nous ne sommes ni des putschistes ni des partisans du tout ou rien. Nous prendrons nos responsabilités en collaborant à l'amélioration du sort des classes laborieuses dans le cadre de la société actuelle. » — Meeting de Villeurbanne, 17 mai 1936.

LEON BLUM : « Donnons au pays l'impression du changement qu'il veut. » — Meeting de Wagram, 15 mai.

II. — Les premières grèves

Pas un mot dans la presse socialiste et communiste de Paris sur les premières grèves : Bréguet au Havre (11 mai), Lafécôère à Toulouse (13 mai), usines Bloch (14 mai), Vénissieux (18 mai), aciéries de Longwy (18 mai). « L'Humanité » ne commente la grève du Havre que le 20 mai ! Léon Blum : « Cette explosion sociale qui était venue frapper au visage mon gouvernement dès mon arrivée... » — Léon Blum devant la Cour de Riom.

III. — Pendant l'extension des grèves

CROIZAT : « Le mouvement de grève de la métallurgie de la région parisienne peut très rapidement se calmer si, du côté patronal, on est disposé à faire droit aux légitimes et raisonnables revendications ouvrières. » — « L'Humanité » 29 mai.

SALENGRO : « Que ceux qui ont pour mission de guider les organisations ouvrières fassent leur devoir : qu'ils s'empresent de mettre un terme à cette agitation injustifiée. Pour ma part, mon choix est fait : entre l'ordre et l'anarchie, je maintiendrai l'ordre envers et contre tous. » — Déclaration à la délégation des gauches, 3 juin.

HENRI REYNAUD (communiste) et JULES MOCH se rendent aux entrepôts d'Ivry le 5 juin pour obtenir des ouvriers qui les occupent qu'ils laissent sortir le mazout. Les ouvriers refusent de leur ouvrir les portes.

IV. — Les accords Matignon

LEON BLUM : « Dès le vendredi matin, M. Lambert-Ribot, qui avait été mon camarade pendant de longues années au Conseil d'Etat avant d'entrer, comme un trop grand nombre de membres des grandes administrations publiques ou de l'Université, au service d'organismes patronaux, M. Lambert-Ribot, avec qui j'avais toujours entretenu des relations amicales, m'a fait touché par deux amis communs, par deux intermédiaires différents, afin que, le plus tôt possible, sans perdre une minute, je m'efforce d'établir un contact entre les organisations patronales supérieures et la C.G.T. Sans nul doute, j'aurais tenté moi-même ce qu'on a appelé l'accord Matignon. Mais je dois à la vérité de dire que l'initiative première est venue du grand patronat. Donc, je vous le répète, dès le vendredi matin, par deux amis communs — il y en a un que je peux nommer, c'était M. Grunbaum-Ballin, président de section honoraire au Conseil d'Etat — M. Lambert-Ribot me faisait toucher pour me demander de provoquer au plus vite le contact sur la base du relèvement général des salaires avec l'évacuation des usines en contrepartie. » — Léon Blum devant la Cour de Riom.

LEON BLUM : « La contrepartie c'était, l'évacuation des usines ; les représentants de la C. G. T. ont dit aux représentants du grand patronat : — Nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrions, mais nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quant on a affaire à une marée comme celle-là il faut lui laisser le temps de s'étaler. Et puis c'est maintenant que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines tous les militants syndicalistes. Ils n'y sont plus pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour exécuter nos ordres. » — Léon Blum devant la Cour de Riom.

V. — L'apogée du mouvement du 7 au 12 juin

BUREAU POLITIQUE DU P. C. : « Exprime sa solidarité aux grévistes ; se félicite que les travailleurs, dans leur action légitime, réalisent le mot d'ordre du Parti concernant la réconciliation française. Il adresse son salut chaleureux aux travailleurs catholiques et Croix-de-Feu qui, avec les socialistes et les communistes, luttent ensemble et arborent dans les usines, ateliers et bureaux le drapeau tricolore de nos pères et le drapeau rouge de nos espérances, réconciliés par le P. C. — Le B. P. nie que les gardes mobiles et l'armée soient hostiles aux travailleurs en lutte. » — Proès-verbal du 10 juin.

MAURICE THOREZ : « Alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction est obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications. » — Rapport à la réunion des membres du Parti de la région parisienne au gymnase Jean-Jaurès, publié dans « L'Humanité » du 13 juin.

VI. — Vers l'apaisement

HENRI TASSO, maire socialiste de Marseille : « Ce que je demande actuellement aux travailleurs c'est de ne pas laisser gâter leur triomphe par ceux qui cherchent désormais à l'exploiter. » — Appel par radio le 13 juin.

LA C. A. DE LA C. G. T. : « ...Elle attire de la façon la plus pressante l'attention des travailleurs sur la nécessité absolue qui s'impose aux organisations syndicales de maintenir l'ordre le plus strict dans le pays. Elle demande aux ouvriers qui n'ont pas encore bénéficié des accords Matignon de présenter préalablement à tout mouvement leurs revendications aux directions d'entreprise et de ne déclarer la grève que lorsqu'ils se heurtent à un refus de discuter ou à l'intransigence patronale. Elle déclare que les accords signés doivent être strictement respectés par tous. En cas de manquement aux engagements pris, elle conseille de faire par son intermédiaire un appel immédiat aux Pouvoirs publics en vue d'éviter si possible qu'il soit recouru à un nouvel arrêt de travail... » — Appel du 21 juin.

Le droit de propriété contesté par les travailleurs

Léon Blum vole au secours du régime capitaliste

Léon Blum à la Chambre des Députés.

« Il est très vrai que depuis hier (11 juin) la surface des choses a pris une autre apparence ; il est très vrai qu'on a le sentiment de groupements suspects et étrangers à l'organisation syndicale. Ce que le gouvernement peut et doit dire, c'est qu'il est parfaitement résolu à assurer l'ordre de la rue. »

« Le Temps » annonce avec soulagement que l'ordre « paraît retenu en ce moment l'attention du ministère et de son chef. »

Des groupes et des pelotons de gardes mobiles ont été mis en marche vers la Région parisienne comme ils sont en place dans le Nord et dans les régions touchées par les grèves agricoles.

JUIN 36 EN BELGIQUE

LES grèves de juin 36 eurent des répercussions nombreuses et immédiates à l'étranger, mais c'est en Belgique que le mouvement apparut comme lié directement au mouvement en France.

Le mardi 2 juin, les grévistes, d'abord dévoués par certaines organisations syndicales, se voient ensuite soutenus par elles, devant l'unanimité de leur mouvement. Ils demandent une augmentation de salaire de 28 % (14 francs belges par jour) et peu après les transports en commun se joignent à eux ; puis les mineurs de Liège occupent de nombreux puits. Mais les forces de police interviennent immédiatement pour procéder à l'évacuation.

Le 15 juin, la grève des mineurs est générale ; les dockers d'Anvers sont toujours en grève et dans la métallurgie on compte 30.000 ouvriers en grève. Le lendemain, 85.000 métallos passent à la grève.

Le 17 juin, la grève générale est proclamée dans la région de Bruxelles, 48.000 ouvriers du textile sont en grève. Dans le Borinage, des mineurs dévalent les rues et dressent des barricades. Les gendarmes donnent l'assaut aux barricades et de violentes bagarres s'ensuivent. Les socialistes Vandervelde et Piérand parviennent à faire cesser les troubles dans le Borinage.

Les 19 et 20 juin, le mouvement s'étend encore ; on compte dans tout le pays plus de 400.000 grévistes ; les patrons sont prêts à céder sur les salaires mais ne veulent rien entendre sur la semaine de 40 heures. Des accords se concluent les 20 et 21 juin, qui concèdent l'augmentation de salaires de 5 % à 10 % et les congés payés. Le lundi 22 juin, le mouvement entre dans sa période de reflux et avec les mêmes sursauts qu'en France, l'apaisement se poursuit.

- 1^{er} LOT : 650 francs
- E. Cœurderoy. — Jours d'Exil (1849-1851)
- » — — — (1853-1854)
- » — — — (1854-1855)
- 2^e LOT : 850 francs
- D.-O. Evans. — Le Socialisme romantique.
- N. Makhno. — La Révolution russe en Ukraine.
- M. Collinet. — La Tragédie du Marxisme.
- 3^e LOT : 950 francs
- H. Beuve-Méry. — Réflexions politiques (1932-1952)
- Engels-Marx. — Correspondance (1867-1883).
- » — — — (1884-1895).
- 4^e LOT : 550 francs
- L. Trotzkil. — Pages choisies et expliquées de Marx.
- J. Grave. — Réformes, Révolution.
- G. Berneri. — Le Juif antisémite.

- ## Amis Lecteurs...
- Pour vos vacances... du 1^{er} juin au 30 septembre, nous vous offrons une série de livres cédés au prix coûtant. En même temps que vous agrémenterez vos loisirs, vous aiderez votre journal.
- 6^e LOT : 950 francs
 - T. Mendé. — L'Inde.
 - V. Serge. — Mémoires d'un révolutionnaire.
 - 7^e LOT : 450 francs
 - F. Planché. — Kropotkine.
 - C. Marker. — Regards sur le mouvement ouvrier.
 - P.-J. Proudhon. — Du principe fédératif.
 - 8^e LOT : 500 francs
 - R. Vailland. — Bon pied, bon œil.
 - A. Rimbaud. — Un cœur sous une soutane.
 - M. Audoux. — L'Atelier de Marie-Claire.
 - 9^e LOT : 500 francs
 - C. Abdullah. — Maison d'enfants.
 - J. Humbert. — En pleine vie.
 - D^r Laurence. — La Connaissance paranormale.

- 13^e LOT : 1.200 francs
- B. Brecht. — Le Roman de quat'sous.
- F. Boyer. — Jeux interdits.
- F.-R. Delavalle. — Le Jeu solitaire.
- 14^e LOT : 850 francs
- Entretien psychiatriques 1952.
- La Méthode des tables en psychanalyse infantile.
- La Connaissance paranormale.
- 15^e LOT : 850 francs
- Voline. — La Révolution inconnue (1917-1921).
- Mohammed Oib. — Algérie, la grande maison.
- R. Neumann. — Colin-Maillard.
- Commandes à René Lustre, 145, quai de Valmy - Paris-X^e
- C.C.P. Paris 8033-34

AU CONGRÈS DE PAU

Les éducateurs libertaires diront non à la majorité

Nous demandons, après le Congrès du Syndicat National des Instituteurs de 1952, si celui-ci allait s'engager dans la voie révolutionnaire ou s'il allait continuer à mariner dans son déjà traditionnel immobilisme.

Il semble que la voie de l'immobilisme ait triomphé cette année, malgré des événements graves qui demandaient des réactions beaucoup plus promptes et violentes.

Le rapport moral que la majorité présente pour le Congrès de Pau est en contradiction flagrante avec ce qui a été fait en réalité. En fait, il ne reste à l'actif du bureau national que la journée du 5 février : « Souvenir vivace ». Hélas ! ce n'est qu'un souvenir, et cette protestation légitime fut sans lendemain, contrairement à la volonté d'un grand nombre d'enseignants qui avaient compris que les différents projets gouvernementaux mis timidement en cause par le S.N.I. constituaient un réel pas en avant vers le fascisme et un danger pour l'avenir de l'école.

Les mécontentements subsistent encore : les projets sont toujours là, les traitements n'ont pas été revalorisés, et que propose le bureau national ? Un nouveau 5 février aussi platonique que le précédent durant lequel « on votera des motions que l'on portera ensuite aux représentants du gouvernement dans les départements ».

Personne ne se dérangera pour cette nouvelle journée des dupes, car tout le monde sait que les préfets se moquent bien des motions présentées par les instituteurs. Les majoritaires pleurent sur l'unité, mais à quoi peut bien servir cette unité dans l'immobilisme ? Forestier, le secrétaire général, dans un « appel à tous les camarades », nous livre un bel exemple de bla-bla-bla endormeur : on a très nettement l'impression qu'il ne sait pas quoi dire et qu'il se donne bien du mal pour cacher une inaction d'un an. (« Ecole libératrice », n° 33.)

Nous avons présenté ces arguments à quelques représentants de la tendance autonome majoritaire ; voici ce qu'ils nous ont répondu :

« Les instituteurs sont des gâvés, ils ne se lanceront dans aucune action à cause de leur niveau de vie au-dessus de la moyenne. La base ne suit pas le bureau national... Comment faire une grève dans ces conditions ? »

L'argument est simpliste et finalement c'est le seul que nos bons pères peuvent employer pour se faire excuser. Ils l'emploient seulement au dernier moment et jamais par écrit dans « L'Ecole libératrice », car ainsi ils nient radicalement l'utilité d'un syndicat. Dans ces conditions, on se demande un peu ce qu'ils font aux postes de responsables et pourquoi nous nous obstinons à payer des cotisations à une organisation qui n'a plus de raison d'être.

Heureusement, des faits viennent démontrer que cette affirmation est toute gratuite. Les enseignants de la Moselle ont déclaré avec l'ensemble des fonctionnaires du département une grève de 24 heures contre les zones de salaire. A Rouen, les instituteurs ont fait la grève contre les projets Mayer. Le bureau national s'est borné à envoyer des lettres de félicitations à ces camarades après coup. Ce qui a été fait en Moselle et à Rouen n'était donc pas possible ailleurs ?

Il est difficile de nous le faire croire ! Le rapport moral de la majorité nous dit encore « que le S.N.I. reste foncièrement attaché au devenir de la classe ouvrière ». Encore une fois, qu'a-t-il fait pour montrer cet attachement ? C'était pourtant le moment, lorsque cette classe ouvrière semble se réveiller et engage un peu partout des actions difficiles. « L'Ecole libératrice » ne parle à peu près jamais des actions de nos camarades ouvriers, elle n'est là que pour des protestations platoniques qui n'engagent à rien. Elle est parfois très nettement dans le camp de la bourgeoisie lorsqu'il s'agit, par exemple, de traiter des problèmes coloniaux (voir les articles sur la scolarisation dans les territoires d'outre-mer).

A propos du problème de la paix, il faut protester vivement contre la position de Forestier qui nous dit :

« Seul, un changement d'attitude des deux impérialismes qui se partagent le monde, seuls des actes s'ajoutant aux paroles, actes venant des deux côtés, peuvent permettre la paix. »

Ainsi, les majoritaires comptent sur tous les faiseurs de guerre pour construire la paix. Cette vue très sommaire, fautive et mensongère, est destinée à retirer toute combativité aux militants du S.N.I. Nous ne pouvons l'accepter, nous lui opposons notre position « TROISIÈME FRONT REVOLUTIONNAIRE » qui, beaucoup plus réaliste, soit la seule chance de paix dans un regroupement international de la classe ouvrière contre les deux impérialismes et dans la liquidation de ces impérialismes.

Pour toutes ces raisons les éducateurs libertaires voteront contre le rapport moral des réformistes et tâcheront d'orienter le S.N.I. dans la voie révolutionnaire.

MALLA-DONNET.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

Au P. C. F.

La peur de la véritable unité

L'UNITÉ reste décidément la préoccupation dominante du parti communiste. Maurice Thorez malgré sa santé chancelante a tenu à prononcer un discours devant le comité central du P.C. Discours dont le thème essentiel était consacré au problème de l'unité. L'examen du texte de ce discours laisse apparaître l'objectif politique qui pourrait être atteint par la réalisation de l'unité telle que la conçoit le parti communiste.

Bien entendu, le P. C. revendique l'honneur d'avoir grâce à sa politique, préparé la classe ouvrière à l'idée de cette unité d'action. Et pourtant, ce sont bien les multiples comités des minorités des syndicalistes révolutionnaires, qui depuis plusieurs années préconisent cette unité d'action à la base.

Mais il a été fait appel dans ce discours de Thorez au bon souvenir du Front Populaire. Ce rappel permet de souligner que le Front Populaire avait acquis la sympathie des classes moyennes. Et l'objectif politique est nettement défini quand il est dit : « Le Front unique conduira au rassemblement des forces démocratique et nationale pour donner au pays un gouvernement d'union démocratique. »

Ainsi tout est parfaitement clair. L'unité que propose le parti commu-

niste aux travailleurs n'est pas une unité d'action à la base qui permettrait aux travailleurs unis dans la bataille de faire triompher leurs revendications.

Cette unité là est dangereuse, elle pourrait permettre des actions qui n'auraient pas été prévues par les grands chefs, et il n'est pas exclu que les ouvriers du parti pourraient bien en certaines occasions rééditer l'exemple de leurs camarades de Berlin-Est.

Non l'unité proposée est une unité autour du parti communiste pour des buts qui doivent rester ceux du parti, et pour des actions qui ne dépassent pas celles prévues par lui. Mais cette orientation vers l'unité a surtout pour but de préparer un climat psychologique, de créer un certain état d'esprit qui prédispose les travailleurs à admettre comme naturelle une participation gouvernementale du P. C. après de nouvelles élections.

Les députés social-traités d'aujourd'hui deviendraient des alliés acceptables. Les petits bourgeois radicaux ou U.D.S.R. seraient présentés comme éléments progressistes.

Mais le parti a tiré la leçon des événements : ayant déçu une grande partie des travailleurs par les volte-face successives de sa politique, ayant définitivement apeuré les classes moyennes par les manifestations de rue du 28 mai 1952 et la grève du 4 juin qui consacrèrent l'élimination de la tendance Tillon-Marty, il n'entrevoit plus qu'une solution dans l'immédiat : reconquérir une plus large audience dans le pays en participant à une coalition gouvernementale.

Cette coalition est-elle impossible actuellement ? Peu importe, dans le cas d'une dissolution et de nouvelles élections le parti se présenterait devant les électeurs avec un programme très populaire où l'unité d'action deviendrait quelque chose comme l'union des gauches, et à cette occasion le mot d'ordre « Front unique » qui vient d'être lancé serait sans doute abandonné au profit d'une expression plus nuancée plus apte à rallier les classes moyennes.

Mais chaque fois que les travailleurs ont abandonné l'unité d'action à la base, pour laisser le soin à leurs députés de faire l'unité sur le plan parlementaire, ils ont réalisé les conditions mêmes de leur défaite. L'histoire est récente : juin 1936 grande victoire des travailleurs, consécration de l'unité d'action « dans l'action » puis immédiatement abandon de l'unité dans l'action pour laisser aux députés la possibilité de la « pause » et c'est alors Blum : « Il faut faire la pause ». Thorez : « Il faut savoir terminer une

grève. » Et dès ce moment c'est un lent recul de la classe ouvrière, la C.G.T. donne des gages à la bourgeoisie en souscrivant à l'emprunt de la défense nationale, et nous arrivons en novembre 1938 où l'échec de la grève générale consacre la défaite des travailleurs. Echec dû aux rivalités des politiciens dirigeants des syndicats, et au manque de combativité des travailleurs ayant été détournés du chemin des luttes ouvrières.

Mais les ouvriers de Berlin-Est viennent de nous donner un exemple saisissant de ce que peut être l'unité d'action à la base. Les travailleurs socialistes, communistes, libertaires, berlinois se sont retrouvés unis, soudés, résolus dans la lutte face à leurs nouveaux exploiters, dressés contre ceux qui prétendaient être leurs représentants.

C'est au moment même où le fascisme se manifeste dans le monde entier sous diverses formes, aux Etats-Unis où règne une véritable persécution contre la liberté d'expression, en Europe où la vieille bourgeoisie applique une politique de classe plus réactionnaire que jamais, c'est dès

maintenant que s'impose comme à Berlin une unité des travailleurs.

La lutte des ouvriers de Berlin-Est a démontré que l'unité pouvait se faire contre tous les exploiters même affublés du masque de dirigeants ouvriers, mais les événements actuels nous rappellent impérieusement que la lutte de classe ne doit jamais se départir de son caractère internationaliste.

Affaire Rosenberg, luttes revendicatives, luttes contre les guerres coloniales, lutte des peuples colonisés, lutte du peuple allemand contre la duperie du communisme stalinien, toutes ces actions ne sont que les multiples aspects de la lutte contre l'exploitation.

Tous les aspects de ces luttes sont contenues dans le programme du 3^e FRONT que propose aux travailleurs la Fédération Anarchiste Internationaliste, révolutionnaire, essence même de la véritable unité d'action de la classe ouvrière, il peut prétendre conduire vers le seul but pour lequel il vaille la peine de lutter : le communisme libertaire.

R. CARON.

Les assassins paieront leurs crimes!

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

pouvaient pas. Il n'était pas possible à Greenglass, petit mécanicien sans instruction, employé à Los Alamos, où les précautions les plus sévères sont prises, de donner à Julius une « assez bonne description de la bombe atomique ». Les savants les plus autorisés en ce domaine, les professeurs Urey, Oppenheimer, Einstein sont formels sur ce point. Ni Greenglass ni les Rosenberg n'ont livré le « secret de la bombe atomique » car ils ne pouvaient pas le connaître.

Les Rosenberg ont-ils simplement fait partie d'une organisation d'espionnage ?

Personne ne peut l'affirmer ! Alors pourquoi avoir perpétré ce crime ?

L'intérêt supérieur de l'Etat, la raison d'Etat sont à l'origine de cet assassinat. Il fallait effrayer ceux qui ont l'intention de dévoiler des secrets militaires ! Eternelle histoire ! Un crime n'empêche rien. Il fallait aussi trouver un bouc émissaire pour calmer les Américains qui en ont assez de payer des impôts et de se faire décimer en Corée. On a accusé les Rosenberg d'avoir une lourde responsabilité dans le déclenchement de la guerre de Corée. Ce n'est pas pour rien ! L'Américain moyen n'a certainement pas cherché plus loin, il a cru à toutes ces balivernes macabres. Et puis, il s'agissait de juifs, ne l'oublions pas ! Incontestablement il y a aussi en cette affaire un côté raciste qui a été trop négligé dans les différents commentaires de presse. Les Rosenberg ont été des boucs émissaires, une grande partie du peuple américain a été aveuglé. Nous sommes certains que ce peuple bouffé se ressaisira ! Un jour, il fera payer très cher leur crime à ceux qui l'ont trompé.

Aux U.S.A., on supprime deux innocents (Ethel était accusée seulement de complicité morale), on brûle les livres, on fait « la chasse aux sorcières » et on se proclame les champions de la liberté. Qui peut croire maintenant à cette dernière fable ? Qui ne voit pas le fascisme s'installer outre-Atlantique et dans notre propre pays ?

On vient nous dire, pour justifier l'assassinat des Rosenberg, que les Russes viennent d'exécuter Goettling à Berlin-Est après les courageuses manifestations protestataires. Les autres le font, pourquoi pas nous ? disent les Américains. Est-ce un argument ? Non : cela prouve simplement que les deux impérialismes sont aussi toutaitaires et sont capables de perpétrer des crimes aussi odieux.

Cela montre clairement la justice de notre position TROISIEME FRONT. Cette position nous donne le droit aujourd'hui de protester plus ardemment, plus sincèrement et avec plus de logique que les autres fractions de l'opinion publique française qui soutiennent plus ou moins soit l'Etat russe, soit l'Etat américain.

Les communistes libertaires, en ces jours de deuil et de colère, ne peuvent s'empêcher d'associer les noms des Rosenberg à ceux de leurs camarades Sacco et Vanzetti qui périrent, il y a maintenant 25 ans, dans les mêmes conditions.

Vanzetti avait dit alors : « J'espère être la dernière victime d'une si grande injustice ». Il n'a pas été la dernière victime !

Il faut que les juges et les hommes d'Etat sachent qu'on ne tue pas impunément et qu'un jour prochain il faudra payer les meurtres des innocents.

Il appartient au prolétariat du monde de conserver pieusement le souvenir de Julius et d'Ethel Rosenberg, de Sacco et Vanzetti pour les venger un jour prochain.

Les travaux forcés chez le fabricant-marchand de meubles Cozette

Il m'a été donné de travailler chez Cozette, fabrique de meubles sise au 54, rue Vitruve, Paris (20^e), le premier coup d'œil est éblouissant on constate immédiatement que c'est la boîte, déjà par l'histoire, soixante heures par semaine, le syndicat est inexistant, pas de délégué encombrant, le patron et sa clique à son service ayant réussi à les éliminer, cela ne peut donc qu'encourager un peu plus les abus de pouvoir dans la méthode de servage naturel. Dans l'ordre hiérarchique les manoeuvres sont les parents pauvres considérés par les autres comme des choses appartenant à la race canine, ils doivent tout faire, servir à tout et devraient avoir ce don de doublement de leur humble personne, être partout à la fois.

Un certain garde-chiourme déguisé en cote bleue renommé Henri (et Satan, conduit le bal infernal de ce coin d'enfer sur la terre, il ne se trouve jamais satisfait de la chair facile taillable et corvéable à merci, le tyranneau est toujours là pour enguirlander celui qui pourtant s'adapte au rythme vertigineux, ceci du matin au soir, où sa désagréable voix perce et parvient à être plus forte que le bruit collectif des machines à bois.

Les travailleurs âgés par leur présence dans la salle boitent et ont l'air de chuchoter à voix basse « c'est dur ».

Ces derniers ont déjà fait la réputation du zèle agent patronal en laissant entendre qu'il ne jouissait pas de toutes ses facultés mentales. C'est la traditionnelle boîte qui fait « suer le burnous » et par sa cadence implacable dont le rythme provoque les plaies aux mains ceci pour un salaire de famine bien entendu, les systèmes stakanovistes, tayloristes, le « hard labour » sont depuis longtemps en pratique et en vedette, à l'honneur, comme l'exemple type de l'exploitation de l'homme par l'homme dans la rachitique république pseudo démocratique et vraiment bourgeoise : la poudre aux yeux ! la tarte à la crème de l'illusion « bonne paye » en raison du sur-nombre d'heures tandis que le chômage atteint son point culminant.

Voilà une sale boîte à mettre à l'index et ses chefs au pas. Ceci arrivera le jour où tous les compagnons auront compris qu'il faut lutter et revendiquer pour faire quarante heures par semaine à l'époque où de nombreux camarades sans emploi crèvent littéralement de faim avec l'aumône offerte par l'Etat mortuaire et sanguinaire.

Seule l'action directe permettra ce combat continué par la revendication et la grève, de mettre fin à ces méthodes inhumaines en vigueur dans cette boîte avec l'esprit Troisième Front révolutionnaire sous l'égide de la révolution sociale qui ouvrira pour permettre la suppression de tous ces bagnes de mort lente, de crève-hommes où la boîte Cozette est est le type éblouissant.

Aux travailleurs de s'en rendre compte et de lutter pour un sort meilleur, la voie révolutionnaire est la seule solution rationnelle et salvatrice, à tous nos camarades de la comprendre, sans aucun espoir de s'en sortir et changer de décor !

LUC (correspondant).

AUX AÉROPORTS D'ORLY ET DU BOURGET

L'action paie

LES travailleurs de la Cie Air France et ceux des Etudes et Travaux (organe gestionnaire et propriétaire) ont manifesté leur combativité dans deux mouvements de grève de 24 heures, non simultanés malheureusement !

A) Air France : le mouvement fut suivi par la quasi totalité du personnel (navigants, rampants, cadres) et paralysa presque entièrement tout trafic aérien : aucun avion ne décolla du Bourget, Orly et Alger. La Direction, devant une telle ampleur, a dû reculer :

a) le statut du personnel enfin obtenu, applicable au 1^{er} juin 1953 ;
b) augmentation des salaires de l'ordre de 10 % ;
c) la réduction de l'effectif des équipages (suppression du radio spécialisé) n'est pas abrogée mais suspendue, à la suite de l'étude technique de 3 contrôleurs en vol ; Air France doit maintenir ses équipages au complet pour l'instant.

B) Aux Etudes et Travaux (Orly et Bourget) la grève fut suivie à 95 % par les ouvriers et employés ! Les centraux téléphoniques bloqués

(sauf pour les cas d'urgence ou de sécurité aérienne) ; services de nettoyage et alimentation des avions en escale suspendus. Ateliers et bureaux déserts. Là aussi la Direction recule.

a) Augmentation de l'ordre de 6 % pour l'ensemble du personnel et en particulier des catégories sous-exploitées (femmes de ménage).

b) Les statuts du personnel doivent sortir rapidement.

Nous avons pu, nous autres communistes libertaires, vérifier la justesse de nos vues : par l'acquiescement enthousiaste d'un tract que nous avons édité lors de la dernière grève de 24 h. à Air France, par l'ensemble des travailleurs (voir « Libératrice » n° 365) et également la volonté ouvrière prenant conscience de ses droits et de son émancipation avec, comme objectif, l'abolition du patronat et du salariat, grâce à la lutte de classe, et se rendant compte que désormais sa force est dans les usines et non dans les gouvernements !

Vive l'action révolutionnaire ouvrière.

Groupe communiste libertaire d'Orly.

Problèmes économiques (3)

Où en est le développement de la campagne en faveur de la productivité dans le monde ?

I. — Dans les pays où règne le capitalisme classique

C'EST évidemment aux U.S.A. que le système a été poussé au maximum.

La collaboration de classes, entretenue soigneusement par le patronat avec l'aide des syndicats, étouffe toute tentative de réactions ouvrières.

Le climat psychologique est soigneusement entretenu par la presse, la radio, la télévision...

Notons que cette campagne s'avère parfois insuffisante et que les réalités de la lutte de classes se font jour malgré tout, puisque l'industrie américaine connaît les grèves et les mouvements sociaux.

Cependant une politique de hauts salaires et un développement technique poussé, permettent d'obtenir une productivité très forte, due, il est vrai le plus souvent à des circonstances particulières (carrières et mines à ciel ouvert...).

Le chômage, que négligent consciemment MM. Villiers et Cie, sévit douloureusement. L'industrie de guerre,

LA PRODUCTIVITE

source de profits illimitée pour le capitalisme, emploie une partie de cette armée de réserve.

Dans le « Royaume Uni », dans les pays scandinaves, en Allemagne occidentale, la campagne en faveur de la productivité est également à l'ordre du jour.

Malgré un certain nombre de réticences ouvrières, la nécessité d'une haute productivité source de profits élevés et les besoins en armements ont conduit les capitalistes de ces pays à augmenter le niveau des normes de production.

En France, la classe ouvrière a toujours réagi de façon très hostile à ces campagnes. Malgré les efforts du P.C. à la libération, puis de F.O. aujourd'hui, le patronat français est loin d'avoir obtenu satisfaction.

Le climat social du pays semble indiquer que cette situation va durer et que le patronat français est loin d'avoir gagné la partie.

II. — Dans les pays à économie planifiée

DANS ces pays, en plein développement dans le plupart, les besoins croissants nécessitent l'obtention d'une productivité maximum qui seule peut permettre d'améliorer le niveau de vie et de soutenir les efforts d'armement et d'investissements. C'est dans ce sens qu'il faut étudier et comprendre la portée de mouvements tels que le mouvement stakanoviste.

L'accroissement de la productivité dans ces pays, est dû à deux causes essentielles, qui sont les mêmes que celles rencontrées dans les pays capitalistes.

— LE PROGRES TECHNIQUE. Le matériel utilisé pour la fabrica-

tion est perfectionné au maximum. La technique russe dépasse même souvent la technique américaine. Les ouvriers suggèrent ou réalisent parfois des améliorations dans la fabrication.

— LE TRAVAIL ACCRU DES TRAVAILLEURS.

Dans un but démagogique, les stalinien passent toujours ce point sous silence.

Ce facteur est cependant très important pour stimuler la production, outre les intérêts financiers (primes au rendement...), le facteur émotionnel est utilisé à maximum.

C'est ainsi que dans une usine polonaise de machines agricoles (Kraj à Kutno), l'encouragement à l'effort « pour le succès de la production et pour la lutte pour la paix » a permis en quelques jours de dépasser les normes établies de 200 à 300 %, alors qu'il était évidemment impossible de renouveler ou d'améliorer le matériel de production en un temps aussi court. (Métalovic n° 11, 1952, p. 2.)

Il suffit du reste de lire le discours prononcé par Michel Kalinine le 21-4-42 à la conférence des dirigeants des organisations du parti dans les entreprises de Moscou, pour constater que l'ac-

croissement de l'effort des travailleurs est un facteur important de productivité en U.R.S.S.

« L'ouvrier moyen augmente la productivité de son travail sans rien changer au processus technique ; il développe l'intensité, la vitesse, l'habileté qu'il met à son travail... »

Dans ces conditions, il est évident que des communistes libertaires ne sauraient s'associer à de tels procédés. Pour nous, réellement, l'homme est le capital le plus précieux, et c'est lui avant tout que nous voulons soulager et développer.

Voilà pourquoi, pour nous, le développement de la production ne peut être, et ne doit jamais être parallèle à une augmentation dans de telles proportions de la durée ou de l'intensité du travail.

Conclusion

LES campagnes en faveur de la productivité sont donc répandues à l'heure actuelle dans le monde entier, aussi bien chez les stalinien que chez les capitalistes américains ou autres, aussi bien chez les stalinien que chez les capitalistes américains ou autres. La classe ouvrière doit comprendre que la lutte qu'elle mène pour sa libération n'a rien de commun avec une lutte pour un esclavage d'un nouveau genre : l'esclavage technique.

Comme elle l'est par les stalinien et par les capitalistes, l'accroissement de la productivité est une duperie. Ce ne peut être que l'accroissement de l'exploitation de la classe ouvrière au profit d'intérêts évidemment différents mais toujours distincts de ceux des travailleurs par essence.

Claude TRASSIN

FIN

Voir Le Libértaire n°s 364 et 365.

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Vaimy
PARIS (10^e) O.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.
Pour changement d'adresse joindre
20 francs et la dernière bande

Le Gérant : René LUSTRE

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2^e,
F. BUCHON, imprimeur.